

Groupes locaux AFPS فلسطين Palestine 33

septembre/octobre 2014 - n° 118

focus



Devant le Grand Théâtre, Bordeaux, 18 juillet 2014.

CESSEZ-LE-FEU À GAZA, ET APRÈS ?

Après cinquante jours d'enfer, l'intervention militaire et les bombardements israéliens ont cessé sur Gaza. Une fois de plus, François Hollande en tête, médias et hommes politiques ont seriné la litanie de la sécurité d'Israël face aux roquettes du Hamas. Peu ont souligné la disproportion de la puissance de feu entre l'armée israélienne et les combattants de Gaza. Peu ont dénoncé la violence de la destruction de la société palestinienne, depuis l'expulsion de 1948 jusqu'aux multiples formes d'oppression de la politique de colonisation et d'apartheid. Peu se sont attachés aux objectifs de cette résistance qui porte un projet avec des propositions concrètes pour un avenir de paix.

LN'EST PAS INUTILE de rappeler que Gaza est le territoire palestinien qui compte le plus de réfugiés suite à la Nakba de 1948. Il n'est pas secondaire de comprendre comment la situation d'enfermement, les attaques incessantes de l'armée israélienne, les assassinats extrajudiciaires, la dégradation permanente des conditions de vie des Gazaouis ont nourri une résistance légitime. Cette résistance, comme dans beaucoup d'autres pays colonisés ou envahis, est multiforme et évolue en fonction de la politique de l'agresseur.

Jusqu'en 1987, les composantes de l'OLP constituèrent ces réseaux de résistance politique et armée. Présents dès l'origine – Gaza fut jusqu'à la Guerre des six jours de 1967 sous administration informelle égyptienne –, les Frères musulmans s'implantèrent par le biais de réseaux d'associations caritatives, éducatives et humanitaires. Leur but était plus la diffusion de l'Islam que la création d'un État, et ils profitèrent de la tolérance d'Israël qui pensait se servir d'eux comme contrepoids à l'OLP et ses organisations combattantes. Cet attentisme des Frères

musulmans suscita en interne débats et remous jusqu'à la scission et à la création du Jihad islamique en 1983.

En 1987, la première Intifada, partie du camp de Jabaliya, au nord de Gaza, fit évoluer la position des Frères musulmans sur la résistance armée, aboutissant à la création du Mouvement de la résistance islamique (Hamas). L'échec des accords d'Oslo conclus par l'OLP en 1993, ainsi que la poursuite de la colonisation débouchèrent sur la deuxième Intifada, en septembre 2000.

En janvier 2006, le Hamas remporte largement les élections au Conseil législatif palestinien. Non-reconnaissance par le Fatah d'un gouvernement dominé par le Hamas, lutte pour le pouvoir, les affrontements meurtriers font plusieurs centaines de victimes en deux ans. Lorsque le Hamas en prend le contrôle en juin 2007, Israël impose un blocus total à la bande de Gaza. La résistance se poursuit, l'unité dans l'action face à l'occupant israélien se maintient malgré les divergences et les rivalités, parfois violentes, entre les différents mouvements. L'accord de réconciliation d'avril dernier et la formation d'un



gouvernement de consensus n'est évidemment pas étranger au déclenchement par Israël de sa troisième guerre contre Gaza. Après le cessez-le-feu du 26 août dernier, cette résistance plurielle porte un projet avec des propositions concrètes pour un avenir de paix.

METTRE FIN AU BLOCUS. Depuis huit ans, nous faisons souvent nôtre cette revendication de la levée du blocus de Gaza ; il nous faut compléter clairement cette aspiration. En effet, au-delà du retrait des troupes israéliennes de Gaza, il s'agit des accès aériens, terrestres et maritimes pour les habitants de Gaza – cela passe par la reconstruction d'un aéroport, d'un port, d'infrastructures routières ; il s'agit de la libération et de la restitution des 30% de terres agricoles confisquées unilatéralement en zone tampon « de sécurité » par Israël ; il s'agit d'une zone maritime conforme au droit international et non plus limitée unilatéralement par Israël à trois miles nautiques ; il s'agit de remise en état des approvisionnements en eau potable et en énergie, et de la pleine possession et utilisation des ressources du sous-sol (eau, gaz, pétrole...) ; il s'agit de la reconstruction des structures hospitalières, sanitaires et éducatives ; et enfin il s'agit d'une véritable continuité territoriale avec la Cisjordanie.

Ces bases de la résistance palestinienne, quelles qu'en soient les composantes, doivent étayer notre soutien

1. ADECR, AC ! Gironde, Appel des cent pour la Paix Gironde, Arac33, association Repères, Attac33, coordination BDS-33, Ensemble, Femmes égalités, EELV, FSU, GU, Mouvement burkinabé pour les droits de l'Homme et des peuples, LDH, NPA, MJCF, M'PEP-33, MRAP, Palestine33 (AFPS), PCF, PCOF, PG-33, UNEF, UD-CGT, Union juive française pour la Paix, Solidaires33, SUD.

aux Gazaouis et, plus largement, aux Palestiniens.

C'est avant tout cette réflexion qui a mené Palestine33 à être un des acteurs majeurs de la mise en place durant l'été du Collectif girondin pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens qui, à l'instar de son homologue national, regroupe des associations, des partis politiques, des organisations syndicales et plusieurs mouvements¹. La base de notre accord réside dans l'objectif essentiel de fédérer les forces de soutien au peuple palestinien en Gironde. Réagir lors des attaques meurtrières israéliennes et dénoncer les crimes de guerre sont une nécessité. Cependant agir sur le plus long terme et de manière récurrente pour imposer une paix juste et durable, conforme au droit international, en sanctionnant Israël tant que cet État sera hors la loi, est une toute autre démarche.

Lors des réunions du collectif, en particulier les premières, nous avons ainsi pu clarifier les raisons qui ne nous permettent pas de passer sous silence les divergences de fond avec l'autre mouvement bordelais de solidarité, le comité Action Palestine. Notamment le fait que, si nous considérons la lutte armée comme un des moyens de résistance légitime du peuple palestinien, il n'est pas le seul ! L'appui sur le droit international, toujours cité par Palestine33 et l'AFPS, comme base de résolution du conflit, constitue le second point de désaccord. Enfin, notre solidarité se fonde sur le soutien des décisions des Palestiniens, sans se substituer à eux ; nous ne sommes pas de ceux « qui sont souvent en train de donner des leçons aux Palestiniens sur leur façon de résister

à l'occupation israélienne et sur le choix de leurs dirigeants et partis politiques » dénoncés par Ziad Medoukh dans une lettre ouverte au début de l'année (notre bulletin 115 de janvier-février 2014). C'est ainsi que Palestine33 est pleinement engagé dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions), suite à l'appel lancé par la société civile palestinienne en 2005.

Le Collectif girondin pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens nous a permis, lors des manifestations de cet été, de mobiliser en dehors de tout communautarisme tout en informant sur la situation à Gaza. Avec une lettre ouverte, nous avons interpellé les élus girondins, sénateurs et députés, pour qu'ils interviennent auprès du gouvernement sur les bases citées plus haut. Chaque samedi et plusieurs mercredis de juillet et d'août, nous avons tenu des rassemblements ou des manifestations dans Bordeaux.

Ce collectif n'est pas éphémère. Le mercredi 10 septembre, il a été à l'initiative d'un rassemblement à Mérignac pour dénoncer l'expérimentation des drones à Gaza (lire en page suivante). Il se propose d'informer régulièrement la population girondine sur la situation en Palestine et d'appeler au soutien populaire qui, seul, permettra des évolutions positives et pérennes. Palestine33 se félicite de l'existence de ce collectif au sein duquel chacun des mouvements garde sa liberté d'analyse mais où nous pouvons trouver des dénominateurs communs pour avancer ensemble aux côtés du peuple palestinien.

Patrick SERRES



Signatures de pétition pour l'arrêt des bombardements, place de la Victoire, Bordeaux, 16 août 2014.



Dans les rues de Bordeaux, 27 juillet 2014.

OBJECTION DE CONSCIENCE

« Les actions de l'armée nous éloignent de trouver une solution et de créer la paix, la justice et la sécurité. Mon refus est une façon d'exprimer mon opposition aux torts causés chaque jour en notre nom et à travers nous. » Mandy Cartner, 16 ans, Tel Aviv, mars 2014.

TOUS N'ONT PAS une position aussi tranchée, ils sont peu nombreux mais le nombre d'objecteurs augmente en Israël. La lettre de 43 officiers et soldats israéliens de réserve, hommes et femmes de l'unité de renseignement militaire 8 200, publiée le 12 septembre dans le quotidien *Yediot Aharonot*, n'a pas eu grand écho dans la presse française. Ils y déclarent ne plus vouloir « continuer à servir ce système qui porte atteinte aux droits de millions de personnes », et refuser de participer aux « abus » commis contre les Palestiniens. Les écoutes téléphoniques, l'interception des courriers, mails et fax « ne prennent pas en compte le fait qu'ils soient ou non liés à des actions violentes. [...] C'est une persécution politique qui vise à diviser la société palestinienne, en recrutant des collaborateurs, en retournant une partie de la population contre l'autre [...] et fait obstacle aux droits de la défense dans les tribunaux militaires alors même que les motifs des poursuites ne sont pas notifiés. »

La lettre évoque le rôle capital de cette unité dans les opérations d'élimi-

nations ciblées pratiquées par l'armée. Une femme parle de l'erreur d'identification qu'elle a commise et qui a conduit à la mort d'un enfant. D'autres s'émeuvent d'écouter des conversations intimes de Palestiniens. Mais aucun témoignage de ces refuzniks n'est lié à la guerre menée en juillet et août dans la bande de Gaza. Ils encourent des peines de prison.

VIOLATION DU DROIT. La prison, en l'occurrence la prison militaire n°6 près d'Atlit, Uriel Ferrera, âgé de 19 ans, de Be'er Sheva, y a été envoyé à la mi-août pour la septième fois et pour un mois supplémentaire ; il a maintes fois reçu l'ordre de rejoindre l'armée, l'a maintes fois refusé en exprimant son opposition à l'occupation de la Palestine. Il a été rejoint derrière les barreaux pour des durées variables par plusieurs autres jeunes également opposés à l'occupation des territoires palestiniens et refusant de participer à l'attaque meurtrière de la Bande de Gaza, en cours au moment où il ont été appelés sous les drapeaux. Omar Sa'ad, jeune objecteur druze, a été libéré début juillet après sept condamnations et 150 jours de prison.

Hanine Zoabi, la députée du parti Balad que nous avons accueillie à Bordeaux le 13 juin dernier (lire *Palestine33* n°117), a été suspendue début juillet pour six mois de toute participation aux commissions et aux séances plénières de la Knesset par la commission d'éthique requise par Youli Edelstein, le président du Parlement, en personne. Hanine est accusée d'apologie des ennemis de l'État et de légitimation du terrorisme pour avoir déclaré « Je désapprouve le kidnapping [des jeunes israéliens, et celui des] Palestiniens qui sont également kidnappés dans les prisons israéliennes », pour avoir qualifié les preneurs d'otages de « résistants à l'occupation » et pour avoir dénoncé l'agression en cours contre Gaza. Elle a été prise à partie verbalement et physiquement à l'assemblée, ainsi que dans une manifestation de soutien à Gaza à Haïfa le 6 juillet.

L'emprisonnement d'objecteurs de conscience est une violation du droit international, des droits de l'homme et de la simple morale. L'emprisonnement répété d'objecteurs de conscience est une infraction particulièrement grave, dans la mesure où il signifie la condamnation d'une personne plus d'une fois pour le même délit, constituant pour les Nations-unies un cas manifeste de détention arbitraire.

REFUS DE SERVIR. « Nous refusons de servir dans l'armée d'occupation. » Début mars 2014, une soixantaine de jeunes israéliens avaient envoyé au Premier ministre une lettre dans laquelle ils déclarent leur refus de servir dans l'armée israélienne. Le service militaire, de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes, est obligatoire en Israël, sauf pour les religieux ultra-orthodoxes qui étudient à plein temps dans une yeshiva (école talmudique), et s'y soustraire est puni par de la prison ferme. C'est la septième ou huitième lettre de sministins – élèves en dernière année de lycée qui, à l'issue de l'année scolaire, doivent rejoindre l'armée –, à un moment où le gouvernement tente d'élargir la conscription à tous les groupes ethniques à l'intérieur d'Israël. La première avait été envoyée en 1970 à Golda Meir, alors Premier ministre ; la précédente date de 2010.

Les signataires entendent protester contre l'occupation continue des territoires palestiniens où « les droits de l'homme sont violés et les actes définis par le droit international comme des crimes de guerre sont perpétrés quotidiennement. » Ils protestent également contre la façon dont l'armée influence la vie civile, l'approfondissement du sexisme, le militarisme, la violence, l'inégalité et le racisme présent dans la société israélienne.

Cécile RENAUT

Depuis le lancement de son agression sur la bande de Gaza, Israël a entamé la construction de centaines de logements en Cisjordanie et à Jérusalem.



Si l'État d'Israël a été condamné à rendre L'Estelle, le voilier suédois de la flottille 2012, l'Arche de Gaza a été détruite début

juillet par des bombardements qui ont frappé de nombreux bateaux et installations du port de Gaza. Les porteurs du projet étudient le lancement d'une nouvelle Flottille de la Liberté dont nous tiendrons nos lecteurs et donateurs informés.

PENDANT LA GUERRE LA COLONISATION CONTINUE

SANS APPEL D'OFFRES ni octroi de licences, l'expansion coloniale s'est accélérée depuis le début de l'été, Israël annexant de nouvelles terres agricoles palestiniennes pour construire de nouveaux logements dans les colonies qui se trouvent sur la route reliant Naplouse à Ramallah. Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le ministère de la Défense a annoncé la plus importante saisie de terres palestiniennes depuis trente ans, selon l'ONG israélienne Sha-

lom Archav (La Paix maintenant). Quatre cents hectares (3799 dunams) appartenant à cinq villages palestiniens, ont été déclarés « terres d'État » dans le Goush Etzion, près de la colonie de Betar Ellit.

Cette saisie est présentée comme une mesure de rétorsion après l'assassinat le 12 juin de trois adolescents juifs dans cette zone, prélude à la guerre dans la bande de Gaza. Mais en réalité, le grignotage de ces terres palestiniennes enclavées, coincées entre des colonies en plein essor, bien qu'illégales sur le plan du droit international, relève de l'opération au long cours. Il permettrait le développement d'une ville nouvelle autour de la petite implantation de Gvaot, poursuivant la construction du cercle de béton autour de Jérusalem pour couper les Palestiniens de la capitale qu'ils sont censés partager avec les Israéliens, et de Bethléem.

Israël sape ainsi davantage l'autorité de Mahmoud Abbas. « Regardez la carte et vous réaliserez comment le supposé État palestinien en devenir a été mis à mort, écrit le journaliste Gideon Levy¹ dans *Haaretz*. De ce qu'il reste, il serait possible de construire encore un parc d'attractions, une mini-Palestine, pas plus. »

RÉPRESSION TOUJOURS. Les manifestations et sit-in organisés en Cisjordanie en solidarité à Gaza ont été violemment réprimés par l'armée israélienne. Plus de vingt-cinq Palestiniens ont été assassinés dont, le 8 août, le jeune footballeur Mohammad al-Qatari, du camp al-Am'ari, qui devait rejoindre le Barça à l'automne, et des centaines d'autres ont été blessés. Plus de cent-trente prisonniers libérés après 2011 ont à nouveau été arrêtés et des centaines de Palestiniens ont été raflés, dont Ayman Ahmad Nasser, l'un des responsables d'Addameer, l'association de défense des prisonniers palestiniens qui relève que le nombre de détenus « administratifs » a doublé. **C.R.**

DU GAZ ET DU PÉTROLE

UNE DES RAISONS de l'attaque israélienne contre Gaza est située en profondeur, exactement à 600 mètres sous le niveau de la mer, à 20 kilomètres au large de ses côtes. Dans les eaux territoriales palestiniennes se trouve un gisement de gaz naturel estimé à 30 milliards de mètres cubes. D'autres gisements de gaz et de pétrole se trouveraient à Gaza et en Cisjordanie.

En 1999, un accord signé par Yasser Arafat confie l'exploitation de Gaza Marine au consortium anglais British Gas (BG), allié à la Consolidated Contractors Company (CCC)¹ et à un fonds d'investissement palestinien (PIF). Deux forages sont réalisés en 2000, mais leur exploitation est bloquée par Israël qui laisse entendre que ces réserves lui appartiennent et qu'il est hors de question que les Palestiniens en touchent les dividendes.

Après avoir gagné les élections de 2006, le Hamas demande la renégociation de l'accord. Israël étudie avec BG la possibilité de construire un gazoduc sous-marin vers Ashkelon, l'actuel ministre israélien de la Défense, Moshe Ya'alon, indique que « le gaz ne peut être extrait sans qu'au préalable une opération militaire éradique le contrôle du Hamas à Gaza ». L'accès à leurs eaux territoriales limité à 3 milles nautiques en 2009 après l'opération Plomb durci², les Palestiniens ne peuvent exploiter les

richesses naturelles dont ils disposent.

L'Autorité palestinienne tente alors une autre voie. Lors de la rencontre entre Mahmoud Abbas et Vladimir Poutine, le 23 janvier 2014, est discutée la possibilité de confier à Gazprom l'exploitation du gaz de Gaza, ainsi que celle d'un gisement pétrolifère et la construction d'un site thermoélectrique dans les environs de Ramallah par la société russe Technopromexpor. La formation du gouvernement palestinien d'unité nationale, le 2 juin 2014, renforce la crédibilité de ces projets. Jusqu'au déclenchement de la guerre en juillet contre Gaza, en phase avec la stratégie de Washington qui compte bien empêcher la Russie de retrouver son influence dans la région...

Jacques SALLES

D'après son intervention lors du rassemblement du 26 juillet 2014, place de la Victoire à Bordeaux.

1. Fondée par Hasib Sabbagh et Saïd Khoury, entrepreneurs palestiniens réfugiés au Liban en 1948, devenue la plus grande entreprise de construction au Moyen-Orient.
2. Soit 5,5 kilomètres, porté à 6 milles nautiques (11 kilomètres) par le cessez-le feu qui a suivi la guerre de 2012.

Nous reviendrons dans une prochaine édition sur les conséquences des découvertes en 2009 et 2010 d'immenses gisements de pétrole et de gaz dans le bassin du Levant (entre la Grèce, la Turquie, Chypre, Israël, la Syrie et le Liban).

1. C'est l'heure du diagnostic : La maladie israélienne des implantations est incurable. [www.pourlapalestine.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1878]

APRÈS LA GUERRE LE COMMERCE CONTINUE

UTOPIA Bordeaux avait projeté cet hiver le film *The Lab*¹. Son réalisateur, Yotam Feldman, en parvenant à s'introduire dans des salons ou des visites promotionnelles, en obtenant des interviews, dévoile le fonctionnement de l'industrie militaire israélienne qui utilise l'alibi de la défense nationale mais fonctionne pour elle-même, en parfaite union de vue avec l'État. Israël est aujourd'hui le quatrième exportateur mondial d'armes. Le cynisme, l'avidité, le manque de scrupules sont partout présents. Feldman² explique pourquoi la guerre doit à tout prix continuer : « Le principal produit que vendent les Israéliens, en particulier au cours de la dernière décennie, c'est l'expérience, (...) le fait que les produits ont été testés : c'est la chose essentielle que les clients viennent acheter. Ils veulent le missile qui a été tiré dans la dernière opération à Gaza, ou le fusil utilisé lors du dernier raid en Cisjordanie. » Les Palestiniens servent de cobayes, ce que confirment les médecins qui doivent soigner de nouveaux types de blessures.

Les drones font partie de l'arsenal proposé à la vente : ils ont montré leur efficacité pour la surveillance des populations, la suppression de militants ou les bombardements « ciblés ». Face à une telle puissance des intérêts du capitalisme, quel espace démocratique reste-t-il pour envisager la paix ? Il faut absolument voir ce film.

A.M.

1. Palestine, visions croisées, trois films pour comprendre, les 17 et 18 janvier 2014, projections-débats (*Ceci est ma terre-Hébron, Route 60, The Lab*) organisées par Génération Palestine Gironde, Palestine33 et l'Union juive française pour la paix-Aquitaine.

2. À lire sur le site de l'Agence médias Palestine [agencemediapalestine.fr/blog/2013/07/15/les-guerres-a-gaza-sont-devenues-un-aspect-du-systeme-de-gouvernance-israelien-interview-avec-le-cineaste-yotam-feldman]



Samedi 23 août 2014, place de la Victoire à Bordeaux, appel au rassemblement contre les drones.

NON AUX DRONES CHASSEURS-TUEURS !

À L'APPEL de l'antenne girondine du Collectif pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, près d'une centaine de personnes ont manifesté le mercredi 10 septembre à Mérignac (près de Bordeaux) où se tenait l'ADS/UAV Show. UAV pour *Unmanned Aerial Vehicles*, plus connus sous le nom de drones. Un pavillon israélien y regroupait six entreprises, dont Israël Aérospace Industry (IAI), très en pointe dans la construction aéronautique, notamment les drones. « Cette présence est liée au partenariat entre la filière régionale et le cluster israélien Brightstar Aerospace », ont expliqué les responsables de ce salon, dont ils ont souligné la vocation « exclusivement économique ».

Justement ! Rassemblés devant l'entrée de la Base aérienne 106, dont l'accès bien gardé était réservé aux « professionnels », autour d'un drone en carton sur lequel on pouvait lire « Israël, qui a bombardé Gaza, est à Mérignac du 9 au 11 septembre pour son marché aux drones », les manifestants ont distribué des tracts aux automobilistes. Brandissant le drapeau de la Palestine et aux cris de « Gaza, on n'oublie pas ! », ils ont dénoncé l'usage des drones fait par l'armée sioniste – et pas seulement à l'occasion de sa dernière agression contre Gaza –, et la totale impunité dont bénéficie Israël depuis plus de soixante-sept ans.

Ils ont appelé au boycott de l'armement et des technologies sécuritaires

israéliennes, mettant en cause l'attribution à ce supermarché de la mort¹ de subventions publiques du Conseil régional, de la Communauté urbaine de Bordeaux et de la Ville de Mérignac (48 % sur un budget de 1,7 million d'euros). Occasion de rappeler à tous les élus locaux qu'ils sont aussi « sous surveillance » et ont un devoir de respect du droit international. En particulier du Traité sur le commerce des armes adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 2 avril 2013 et ratifié par la France un an plus tard.

Cécile RENAUT

1. 90 % des drones sont à usage militaire.



BDS France
[bdsfrance.org]

était à la Fête de l'Huma à Paris

(12, 13 et 14 septembre) avec les collectifs Artists For Palestine [fr-fr.facebook.com/artistsforpalestine.org], Handala Has a Posse [handalahasaposse.tumblr.com] et Imaging Apartheid [imagingapartheid.org].

Ils lancent un nouvel appel au FIBD 2015

**SODASTREAM,
DÉGAGE D'ANGOULÈME !**

Le drone serait l'arme absolue de la lutte contre le « terrorisme ». La réflexion stimulante du philosophe Grégoire Chamayou sur le drone chasseur-tueur, qui abolit la différence entre armée et police, entre guerre et paix, entre civil et combattant, montre que ce n'est pas aussi simple.

DRONES ET KAMIKAZES, UN JEU DE MIROIRS



Mercredi 10 septembre, devant l'entrée de la Base 106 à Mérignac. Certains étaient venus d'Ariège !

« D'UN CÔTÉ, les techniques du sacrifice ; de l'autre, celles du jeu. D'un côté, l'engagement intégral ; de l'autre, le désengagement total. D'un côté, la singularité d'un acte vivant ; de l'autre, la reproductibilité indéfinie d'un geste mécanique. D'un côté, le kamikaze, ou l'auteur d'attentat-suicide, qui s'abîme une fois pour toutes en une seule explosion ; de l'autre, le drone, qui lance ses missiles à répétition comme si de rien n'était. » Grégoire Chamayou s'appuie sur la pensée de Walter Benjamin pour analyser l'évolution des pratiques et des théories de la guerre au temps des drones.

« Alors que le kamikaze implique la fusion complète du corps du combattant avec son arme, le drone assure leur séparation radicale. Kamikaze : mon corps est une arme. Drone : mon arme est sans corps. Le premier implique la mort de l'agent. Le second l'exclut de façon absolue. Les kamikazes sont les hommes de la mort certaine. Les pilotes de drone sont les hommes de la mort impossible. En ce sens, ils représentent deux pôles opposés sur le spectre de l'exposition à la mort. Entre les deux, il y a les combattants classiques, les hommes de la mort risquée. »

SACRIFICE OU PRÉSERVATION DE SOI.

Ces deux conceptions modernes de l'art de faire mourir sont nées de manière concomitante aux États-Unis et au Japon, dans les années 1930 : escadrons de pilotes pour des avions suicides au Japon ; avions et torpilles radio-contrôlés, bombes intelligentes aux USA.

C'est « l'ancêtre du drone comme étant l'antikamikaze, explique Grégoire Chamayou. Pas seulement du point de vue logique, celui de sa définition, mais aussi et surtout au plan tactique : c'est l'arme qui lui répond, à la fois comme son antidote et son étoile jumelle. Drone et kamikaze constituent deux options pratiques opposées pour résoudre un même problème, celui du guidage de la bombe jusqu'à sa

cible. [...] La genèse conceptuelle du drone prend place dans une économie éthico-technique de la vie et de la mort où le pouvoir technologique vient prendre le relais d'une forme de sacrifice inexigible. Là où d'un côté il y aura de valeureux combattants, prêts à se sacrifier pour la cause, de l'autre il n'y aura plus que des engins fantômes.

« On retrouve aujourd'hui cet antagonisme du kamikaze et de la télécommande. Attentats-suicides contre attentats fantômes. Cette polarité est d'abord économique. Elle oppose ceux qui possèdent le capital et la technologie à ceux qui n'ont plus, pour combattre, que leurs corps. À ces deux régimes matériels et tactiques correspondent aussi deux régimes éthiques – éthique du sacrifice héroïque d'un côté, éthique de l'autopréservation vitale de l'autre.

« Drone et kamikaze se répondent comme deux motifs opposés de la sensibilité morale. Deux ethos qui se font face en miroir, et dont chacun est à la fois l'antithèse et le cauchemar de l'autre. Ce qui est en jeu dans cette différence, du moins telle qu'elle apparaît en surface, c'est une certaine conception du rapport à la mort, à la sienne et à celle d'autrui, au sacrifice ou à la préservation de soi, au danger et au courage, à la vulnérabilité et à la destructivité. Deux économies politiques et affectives du rapport à la mort, celle que l'on donne et celle à laquelle on s'expose. Mais aussi deux conceptions opposées de l'horreur, deux visions d'horreur. »

QU'EST-CE QUI EST « LÂCHE » ? Pour nos sociétés occidentales, « la vieille idole du sacrifice guerrier [...] est devenue le pire des repoussoirs, le comble de l'horreur

morale. Au sacrifice, incompréhensible et ignoble, que l'on interprète immédiatement comme un mépris de la vie sans s'aviser qu'il implique peut-être plutôt d'abord un mépris de la mort, on oppose une éthique de l'amour de la vie – dont le drone est sans doute l'expression achevée.

« Horreur pour horreur, en quoi serait-il moins horrible de tuer sans s'exposer à perdre la vie que de le faire en partageant le sort de ses victimes ? En quoi une arme permettant de tuer sans aucun danger serait-elle moins répugnante que l'opposé ? [...] »

« L'anthropologue Talal Asad suggère que l'horreur suscitée par les attentats-suicides dans les sociétés occidentales repose sur le fait que l'auteur de l'attentat, par son geste, interdit a priori tout mécanisme de justice rétributive : en mourant avec sa victime, en coagulant en un seul acte crime et châtement, il rend la punition impossible et désactive le ressort fondamental d'une justice pensée sur le mode pénal. Il ne pourra jamais "payer pour ce qu'il a fait". »

« L'horreur que suscite l'idée d'une mort administrée par des engins sans pilote tient sans doute à quelque chose de similaire : L'opérateur de drone, selon le sociologue Hugh Gusterson, est également une image miroir de l'attentat-suicide en ce sens qu'il s'écarte lui aussi, quoique dans une direction opposée, de notre image paradigmatique du combat. »

Extraits choisis par Alice MONIER

* Grégoire Chamayou est chercheur en philosophie au Centre national de la recherche scientifique, Cerphi-ENS Lyon.
À LIRE,
Théorie du drone, La Fabrique, 2013, 14 €. et [www.monde-diplomatique.fr/2013/04/CHAMAYOU/49004]

AU MENU DU CA DE RENTRÉE : SOLIDARITÉ, ADHÉSIONS, GIA, AGENDA

LA GUERRE À GAZA a logiquement été au centre de la réunion du conseil d'administration de notre association, le 9 septembre : non pas tant son déroulement mais plutôt la manière dont le mouvement de soutien aux Palestiniens s'est organisé en France, et plus particulièrement à Bordeaux. Tous les administrateurs se félicitent de la création du Collectif girondin pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens (lire pages 1 et 2). Des propositions d'actions ont été étudiées, à soumettre au Collectif lors de ses prochaines réunions : sortir un tract d'information tous les deux mois en mobilisant tous les militants pour des distributions massives ; intervenir régulièrement sur les radios ; organiser un grand meeting en octobre ou novembre. Le rassemblement contre les drones israéliens au salon de Mérignac sera la première initiative de rentrée.

Le CA a fait le point des adhésions : en positif, dix-sept nouveaux adhérents mais, en négatif, à peu près autant de cotisations encore non renouvelées. Il est nécessaire de se mobiliser dès à présent pour relancer les étourdis ; à chacun de solliciter une ré-adhésion. Une réunion d'accueil sera

organisée dans le courant de l'automne.

Il a été décidé d'attribuer le total des dons reçus et collectés au cours de l'été au territoire de Gaza, à répartir entre le Centre de la paix de Ziad Medoukh et le Palestinian Medical Relief Society dont les médecins et soignants sont sur tous les fronts, en particulier auprès des enfants.

Le CA s'associe pleinement à la mobilisation en faveur d'Ibrahim Abdallah, que André Rosevègue et Gilbert Hannah ont rencontré en fin d'été. Il se réjouit que le cas d'Ibrahim Abdallah sorte d'un cercle militant resté longtemps restreint et mobilise des personnes et des groupes engagés au titre du respect des libertés individuelles. Adhérents et sympathisants sont invités à réserver leur place dans le bus au départ de Bordeaux pour la manifestation du 25 octobre devant la prison de Lannemezan.

Le conseil d'administration s'est terminé sur le calendrier des initiatives à venir (voir agenda), le renforcement des équipes chargées du stand de l'association à l'occasion de différents événements. Et toute notre énergie devra se porter sur l'organisation du meeting du Collectif pour une paix juste et durable. **A.M.**

POUR LES ENFANTS DE GAZA

Le relevé des troncés déposés au début du Ramadan dans une douzaine de commerces du quartier **Saint-Michel/Capucins** à Bordeaux – restaurants, épiceries, pâtisseries, boucheries, bazars – a rapporté plus de 1600 euros.

Ces dons seront transmis aux associations partenaires de la bande de Gaza, le Centre de la paix de Ziad Medoukh et le Palestinian Medical Relief Society (PMRS). En leur nom, nous remercions les commerçants pour leur confiance et les habitants pour leur générosité.



Sous le signe de la solidarité.

Vente d'artisanat de Palestine sur le stand de Palestine33, lors de la journée du 6 septembre, « Planète Lormont », organisée par le Collectif Égalité des droits.

Débat à la Fête de l'Humanité.



ISRAËL-PALESTINE, LE CONFLIT DANS LES MANUELS SCOLAIRES

« La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre » écrivait le géographe Yves Lacoste. Le conflit israélo-palestinien, tel qu'il est enseigné dans les écoles, en est l'illustration tragique.

La guerre au Proche-Orient se mène également dans les manuels scolaires. En Israël, en Palestine, mais aussi ici, en France. Ainsi, en septembre 2013, se faisant l'écho de cette « guerre de papier », *Le Monde diplomatique* titrait : « Manuels scolaires, le soupçon ». Au même moment, un colloque consacré aux « représentations du conflit israélo-palestinien dans les manuels scolaires » était organisé par l'Association France Palestine solidarité, le Collectif inter-universitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes et l'Institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire.

Fruit des travaux de ce colloque, cet ouvrage met en lumière les partis pris dans les manuels scolaires. Éditions Sylllepse, 2014, 5 €

AGENDA *Palestine*

**STANDS et/ou DÉBATS
DE PALESTINE33**

SAMEDI 18 OCTOBRE

DE 14 H À 23 H

FÊTE DU NPA

SALLE SON TAY, BORDEAUX

10, rue Son Tay (Tram C-arrêt Belcier)

DIMANCHE 9 NOVEMBRE

DE 11 H À 13 H

ATELIER ISRAËL-PALESTINE

Université d'automne

du M'PEP

ARTIGUES-PRÈS-BORDEAUX

Maison de la promotion sociale

24, avenue de Virecourt

**30 ÇA SUFFIT !
ANS**



**LIBÉREZ
GEORGES IBRAHIM
ABDALLAH!**

**VENDREDI 25 OCTOBRE, 14 H
LANNEMEZAN**

**Rassemblement national
des comités pour
la libération de Georges
Ibrahim Abdallah**

Il va entrer dans sa 31^e année
de détention. Pour exiger
sa libération immédiate.

Un bus partira de Bordeaux,
départ à 8 h 30 et retour vers
20 h 30. Coût individuel A/R 10 €
(+ pour ceux qui peuvent, - pour
ceux que la dépense dissuaderait).

Inscription par mail à
liberte.pour.georges@gmail.com
en indiquant « rassemblement
Lannemezan » et en précisant vos
nom, prénom, téléphone.

**WEEK-ENDS DE VENTE
D'ARTISANAT DE PALESTINE**

22 & 23 NOVEMBRE

Monastère d'Encalcat (Tarn)

12, 13 & 14 DÉCEMBRE

aux Chartrons (Bordeaux)

Pino Creanza, Handala Has a Posse, collectif
d'artistes en solidarité avec la Palestine et
les Palestiniens, pour la campagne BDS.
[handalahasposse.tumblr.com]



« GAZA S'ATTACHE À LA VIE »

**Depuis le premier jour de la
guerre et malgré les coupures
de courant, Ziad Medoukh a
posté « En direct de Gaza »
une newsletter quotidienne.
Voici celle du 1^{er} septembre.
De son côté, Jacques Salles
a multiplié les éditions
d'Infos Gaza, porteur de
témoignages et de nouvelles
des correspondants et amis
gazaouis de Palestine33.**

Archives sur [palestine33.free.fr]

CINQUANTE JOURS de destruction
massive dans la bande de Gaza :
maisons, immeubles, bâtiments,
écoles, universités, hôpitaux, centres
médicaux, centres commerciaux, mos-
quées, églises, stades, routes, infrastruc-
tures civiles, agences de presse, bureaux,
fermes, terrains agricoles, usines et mar-
chés publics. Des milliers de morts et des
dizaines de milliers de blessés, en majo-
rité des civils, sont tombés, suite à des
bombardements aveugles de l'aviation
militaire et de la marine israéliennes.

Dès le premier jour de cette nouvelle
offensive contre la bande de Gaza, on
voyait que le véritable objectif israélien
était de briser la volonté remarquable de
cette population civile qui est toujours là,
qui n'est pas partie en dépit de toutes les
difficultés sur place. Israël se venge de
cette population civile gazaouite confiante

malgré un blocus inhumain imposé par
les forces de l'occupation et malgré les
conséquences des deux dernières guerres
israéliennes, en 2009 et en 2012.

Un responsable militaire israélien
a déclaré qu'il allait faire revenir Gaza
à l'âge de pierre ! En bombardant les
écoles et les universités, Israël veut pri-
ver nos enfants d'écoles et nos jeunes
d'universités, car il a peur d'une généra-
tion palestinienne instruite. En détruisant
les maisons et les immeubles, Israël veut
laisser les Palestiniens dans la rue, sans
abri ni refuge. Il veut que les Palestiniens
reviennent aux tentes. En attaquant les
stades et les lieux de loisirs, Israël veut
priver nos enfants et nos jeunes de jeux
et de sport. En visant les routes et les ponts,
Israël veut diviser la bande de Gaza en
plusieurs régions, et ainsi empêcher les
habitants de circuler librement.

Malgré tous ses moyens militaires
et malgré le soutien des États-Unis et
de l'Europe, Israël n'a réalisé aucun des
objectifs de ses attaques. Les habitants
de Gaza continuent d'aller aux marchés
tous les matins, en dépit des raids inten-
sifs. Quand il y a un bombardement dans
leur quartier, les citoyens de Gaza sortent
pour venir en aide aux victimes. Malgré
les risques et les dangers de mort, ils font
preuve d'une solidarité exemplaire, ne se
cachent pas dans des abris et, devant une
telle situation, ne restent pas chez eux. [...]

Notre message aux Israéliens est clair :
malgré toutes ces destructions terribles
causées par vos bombardements aveugles,
nous allons de nouveau reconstruire Gaza
et la rendre vivante, attirante, en faire une
ville d'avenir pour nos enfants et pour nos
jeunes. Gaza la résistante, Gaza la volonté
remarquable, Gaza la patiente et Gaza la
courageuse, soutenue par les solidaires,
s'attache à la terre, à la paix, à l'espoir et à
la vie.

Ziad MEDOUKH

Palestine33

Groupe local
AFPS فلسطين

> **Abonnement** (un an) au journal, 15 €

> **Adhésion** (selon revenus) à partir de 10 €.

Cette cotisation permet de recevoir notre journal (six numéros par an), le bulletin de
l'AFPS (quatre numéros par an) et la web-lettre hebdo de l'AFPS.

> **Les dons**, qui servent à financer les actions de
solidarité en Palestine, sont déductibles des impôts (un reçu fiscal sera envoyé).

Pour nous joindre, hormis nos manifestations publiques, écrire à
Palestine33, 27 rue de Belgique, 33800, Bordeaux ou palestine33@laposte.net

Plus d'informations : [palestine33.free.fr] et AFPS [france-palestine.org]